

Il faut sauver le mouvement sportif, l'unité de notre Nation en dépend !

La COVID19, pandémie inédite, a signé le coup d'arrêt de la pratique sportive dans notre pays.

Alors même que le mouvement sportif avait tenu bon face à la première vague grâce notamment au soutien des collectivités locales, au premier rang desquelles les Régions, la deuxième vague fait peser la menace de la disparition pure et simple de nombreux clubs sportifs sur le territoire national.

En effet, à défaut de reprise dans les jours à venir, de nombreuses structures vont devoir fermer leurs portes faute de trésorerie suffisante pour résister. Les premières enquêtes font déjà remonter une baisse de 20% à 30% du nombre de licences délivrées au niveau national pour la saison 2020-2021.

Cette fermeture aura de terribles conséquences économiques et sociales. Le modèle sportif français repose sur un écosystème où ce sont 80% de bénévoles qui font tourner les clubs. Ces clubs sportifs sont la fierté de nos territoires et sont un des derniers creusets républicains où tous les Français peuvent se retrouver. C'est le lieu d'apprentissage de valeurs universelles, de règles et de discipline, mais aussi du vivre-ensemble dont notre pays a plus que jamais besoin.

Nous tenons ici à rendre hommage à ces bénévoles passionnés ne comptant ni leurs heures ni leur peine. Ils sont un des piliers du sport amateur dans notre pays et la Région Île-de-France l'a bien compris en finançant chaque année la formation de 33.000 d'entre eux (éducateurs, entraîneurs, dirigeants, arbitres...)

La nouvelle donne induite par la pandémie impose désormais au Gouvernement de revoir son logiciel en s'inspirant du terrain.

Prenons l'exemple de la Région Île-de-France, qui a proposé des réponses concrètes aux problèmes financiers du mouvement sportif régional, en s'engageant à verser l'intégralité des subventions votées alors même que la plupart des actions prévues n'ont pu être réalisées. Ce sont ainsi près de 10M€ de subventions qui vont pouvoir être versées, s'ajoutant aux 15M€ du plan de relance consacrés au secteur sport loisirs.

Pourquoi de telles politiques ont pu être déployées aussi rapidement et efficacement dans un contexte si difficile ? C'est tout simplement parce que la Région Île-de-France, avec sa présidente, Valérie Pécresse et son vice-président, Patrick Karam, a créé les conditions de la concertation en étant à l'écoute des acteurs du sport, emmenés par la présidente du CROS-Île-de-France Evelyne Ciriegi, et a fait du développement du sport une priorité de sa politique régionale.

Ainsi, c'est près de 1100 équipements sportifs, dont 331 en zone rurale et 324 en QPV, qui ont été construits ou réhabilités depuis 2016 !

Et pour aller « plus loin, plus haut, plus fort », une contrepartie a été imposée avec l'obligation d'installer un club résident développant la pratique féminine et, si possible, la pratique des personnes en situation de handicap (cette dernière bénéficiant d'un bonus financier de 10%).

Pourquoi cela ne serait-il pas dupliqué à l'échelle nationale ? Il faut savoir faire confiance aux territoires, qui connaissent les besoins des acteurs et peuvent positionner leurs ressources pour être le plus efficient possible.

Par ailleurs, la Région a coconstruit avec le mouvement sportif francilien et le CROS Île-de-France un dispositif totalement innovant pour lutter contre les dérives dans le sport, notamment

la radicalisation, permettant de former des lanceurs d'alerte au cœur de chaque discipline sportive.

Depuis 2019, la Région Île-de-France s'est aussi intéressée aux « petits clubs » qui, pour certains, par des effets de seuils, se trouvent écartés des aides d'Etat. Bien que ce ne soit pas dans son périmètre, il est nécessaire d'accompagner ces structures souvent en difficultés de trésorerie et de fonctionnement mais si utiles pour répondre à des publics souvent éloignés d'une pratique sportive ! C'est pourquoi 4000 clubs ont déjà pu bénéficier de chèques sport. Parmi eux, près d'un millier ont déclaré des activités pour les personnes en situation de handicap et ainsi bénéficier de chèques valorisés de 50%.

Alors que le danger de sacrifier le sport pour tous au bénéfice du sport événementiel, surtout dans notre région-capitale, est réel, l'Île-de-France a fait le choix courageux d'agir au service de toutes et tous. Plus de 350 millions d'euros dont 95 millions d'euros pour la seule année 2021, sont ainsi consacrés à la pratique sportive.

Parallèlement, la Région Île-de-France a maintenu son engagement en faveur du sport de compétition, se plaçant à la 2ème place des financeurs des Jeux Olympiques et Paralympiques après l'Etat.

Rappelons qu'aux Jeux Olympiques de Rio, les sportifs franciliens ont été à l'origine de 40% des médailles obtenues et de 20% de celles remportées aux Jeux Paralympiques. Pour soutenir le sport de haut niveau la région Île-de-France s'est fortement engagée à soutenir ses champions en portant ainsi depuis deux ans déjà, un nouveau dispositif de double projet des sportifs de haut niveau qu'elle financerait intégralement pour prendre à sa charge les frais de formation, verser une bourse mensuelle de 1200 euros et mobiliser les entreprises franciliennes pour leur trouver un emploi, soutenant ainsi leur après-carrière sportive.

Ce dispositif, inédit par son ampleur, encouragé par le CNOSF et l'ensemble des fédérations sportives, doit être autorisé par les pouvoirs publics afin que la Région puisse accompagner toutes les listes de sportifs de haut niveau, soit pour la seule Île-de-France 2.255 sportifs.

La Région Île-de-France, avec les acteurs du sport au quotidien, lance un cri d'alarme, le mouvement sportif associatif fédéré est au plus mal ! C'est pourquoi ils demandent au Premier ministre d'autoriser la reprise des activités des clubs pour tous les publics. Nous y sommes prêts. Nous avons d'ores et déjà élaboré de stricts protocoles sanitaires adaptés à une reprise d'activité physique et sportive dans un cadre sécurisé, pour une reprise réussie.

La Région et le Mouvement sportif francilien s'engage pleinement pour construire un Héritage pérenne, tant sur le plan matériel que sur celui d'un mieux-vivre ensemble.

Aujourd'hui et demain la France aura besoin, pour se relever de cette crise sanitaire, économique, sociale et morale, du mouvement sportif qu'il soit amateur ou professionnel car le sport, fait partie de nos vies, il est fondateur de la cohésion d'une Nation.

Ne le sacrifions pas !